

candidat unique de la gauche comme en témoignent les votes massifs en faveur de François Mitterand dans les municipalités communistes. L'union entre tous les partis qui ont décidé de soutenir François Mitterand s'affirmera au second tour dans la bataille pour rassembler sur le nom du candidat unique de l'opposition républicaine au pouvoir personnel, tous les républicains et les démocrates qui veulent une république nouvelle et qui aspirent à un avenir de liberté, de progrès et de paix.

La lutte devient encore plus vague, celle des républicains contre les « monarchistes ». Nous sommes revenus en 1789. Où voit-on apparaître, dans toute cela la lutte de la classe ouvrière contre ses exploitateurs ?

Dans un article de l'Humanité du 6/12/65, évoquant le combat de ceux qui n'acceptent pas le pouvoir gaulliste, Etienne Fajon écrit :

C'est en votant pour François Mitterand qu'ils peuvent s'opposer à la monarchie. Il importe de prendre appui sur le succès qui vient d'être obtenu pour aller plus loin, et frapper plus fort, afin que le régime de pouvoir personnel succombe au plus tôt à la blessure qu'il a reçue, afin que puisse naître et s'épanouir la République des hommes libres.

La belle « république des hommes libres » incarnée par un ex-ministre de l'Intérieur, pour laquelle acceptent de voter les fascistes de Bidault et de Tixier Vignancour, ainsi que certains partisans de Lecanuet. Eux-aussi sont contre le « monarque ». Ils lui reprochent sa façon « personnelle » de défendre les intérêts de la bourgeoisie. Notre critique, à nous communistes, doit être toute autre. Peu nous importe, en effet, que les ministres bourgeois actuels suivent la ligne tracée par un chef, au lieu d'élaborer collégialement leur politique. Que la démocratie existe ou non au sein de la haute bourgeoisie qui détient le pouvoir, ce pouvoir ne change pas pour autant de nature et c'est la nature de classe de ce pouvoir que nous condamnons. Mettre sans cesse en relief l'aspect « personnel » du pouvoir des monopoles revient à chercher de fausses alliances avec des politiciens bourgeois qui eux, ne remettent nullement en question la nature de classe du pouvoir.

Au nom d'intérêts totalement contradictoires Mitterand part au ramassage du plus grand nombre possible de voix, d'où qu'elles viennent : la faiblesse et l'ambiguïté de ses options le lui permettent. Mitterand ayant obtenu plus de 45 % des voix au second tour, notre direction pense avoir ainsi démontré aux masses que De Gaulle pouvait être battu par une coalition de la « gauche ». Plus que 5 % à peine du corps électoral à gagner pour en arriver à la « République des hommes libres ». Le 21 décembre, Politika, journal de Belgrade, juge que :

Ce ne fut pas un conflit entre la gauche et la droite mais entre une politique déterminée, personnifiée par le Général De Gaulle et une coalition quelque peu inconfortable. Du fait même de son caractère, hétérogène cette coalition n'aurait sûrement pas survécu à la victoire, à la proclamation des résultats. Son caractère hétérogène l'a empêché de présenter aux électeurs un programme clair.

● 5) Bilan des élections présidentielles.

La première chose à constater, c'est l'effritement du mythe gaulliste. Par sa politique sociale, le pouvoir gaulliste est apparu aux yeux d'une large majorité des couches laborieuses pour ce qu'il est : un des pouvoirs les plus réactionnaires que la

France ait connu. Mais le mécontentement des travailleurs a vu son effet multiplié sur le plan électoral, par la position anti-gaulliste d'une partie de la bourgeoisie pro-américaine (mise en ballotage de De Gaulle). Toute l'ambiguïté du succès des présidentielles est là.

Si Mitterand n'est pour rien dans la montée de la combativité ouvrière (on ne saurait sur ce point l'accuser de démagogie le 17 mai ou le 1er Février), il a par contre pu la capitaliser grâce à la politique du Parti. Mais s'il s'est agi d'un affaiblissement incontestable du gaullisme, s'est-il agi pour autant d'un renforcement de « la gauche » ? Indépendamment de l'absence de perspectives politiques, les chiffres électoraux nous paraissent significatifs : aux élections législatives de 62, le Parti, le S.F.I.O., le P.S.U. et divers gauches plus les radicaux obtenaient en tout 40,59 % des suffrages (Huma du 20 novembre 1962) pour les résultats du premier tour ; au premier tour des présidentielles, Mitterand, qui n'était pas encore « le candidat de tous les républicains » obtient 32,23 % des suffrages (Huma du 21 décembre 1965).

Un autre mérite de cette candidature serait d'avoir permis le développement de contacts entre la F.G.D.S. et le Parti en vue des élections législatives. Remarquons au passage : une élection prépare la suivante, la perspective reste purement électoraliste. Après maintes tergiversations de la F.G.D.S. et de son président Mitterand (qui avait vite oublié ceux qui, en novembre 65, étaient les « vieux compagnons de route » c'est-à-dire les communistes) un accord pour les élections législatives de mars 67 est conclu. L'accord politique ne comporte rien de nouveau. Bon nombre de points figuraient déjà dans les options de Mitterand pour l'élection présidentielle. Nous ne reviendrons donc pas sur l'Education Nationale, les impôts, le statut de l'ORTF, la révision de la Constitution. Toutefois l'expression « les investissements capables de permettre au pays de participer suffisamment à la compétition pacifique entre les nations » mérite quelques remarques. Il s'agit bien, entre autres, de l'aspect économique de cette compétition. Ce qui dans la France actuelle, signifie en clair : nous souhaitons que « notre » capitalisme devienne particulièrement dynamique et concurrentiel ; dans l'espoir que les travailleurs en reçoivent quelques miettes ? Sur le plan de la politique extérieure, la FGDS n'a pas avancé d'un pouce. Il n'est pas question dans cet accord de désengagement vis à vis de l'OTAN. Quant au Viet-Nam, on y souhaite le retour à la paix par application des accords de Genève, mais on n'en trouve pas l'exigence du retrait préalable des troupes américaines, ni de la reconnaissance de la RDVN par le gouvernement français. Sur le plan politique, cet accord n'est rien d'autre qu'un constat fait en commun, constat qui pourrait s'intituler : « Ce que le Parti Communiste considère juste dans le programme de la FGDS ». On ne voit pas par quel miracle un tel constat à lui seul pourrait ouvrir des perspectives de luttes de grande ampleur contre le pouvoir gaulliste. Sur le plan strictement électoral, l'accord conclu laisse à la FGDS une grande marge de manoeuvre. En effet, elle se réserve dans les circonstances où « aucun candidat de gauche ne sera en mesure de l'emporter », la possibilité de se désister en faveur d'un centriste ou autre « républicain résolument hostile au pouvoir personnel ». Cet accord, présenté par la direction de notre Parti comme un grand succès de l'unité, ne pourra que tromper la classe ouvrière et lui faire croire en une FGDS-alliée de la classe ouvrière, alors que cette fédération n'a changé ni de nature, ni de politique et reste résolument bourgeoise. Cet accord reste donc bien dans la même perspective électoraliste que la candidature Mitterand.

Comment faire d'ailleurs un bilan électoral quand on sait que tandis que l'Humanité ajoutait les voix de la gauche à celle de Lecanuet pour prouver que la majorité des Français rejetait le pouvoir personnel, la Pravda ajoutait les voix communistes et gaullistes pour prouver que la majorité rejetait l'O.T.A.N. ?

Pour nous le critère décisif est le suivant : le soutien à Mitterand a-t-il permis d'élever la conscience politique des masses au-delà « du crétinisme parlementaire » ?

Chacun pourra évaluer la distance qui sépare l'attitude de la direction de notre Parti de celle que préconisait Lénine dans « QUE FAIRE » : ...« profiter de la moindre occasion pour exposer devant tous ses convictions socialistes et ses revendications démocratiques pour expliquer à tous et à chacun la portée historique et mondiale de la lutte émancipatrice du prolétariat ».